

nous voulons réaliser en tant que gouvernement et, dans une perspective plus globale, en tant que nation.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, tous ceux d'entre nous qui sont en politique depuis un certain temps ont appris à ne pas trop espérer des discours du Trône. En effet, ces discours sont presque toujours vagues puisqu'ils traitent habituellement de tout un éventail de sujets.

Puisque nos attentes sont minimes, nous cherchons donc dans ces discours ces idées nouvelles et originales, ces solutions brillantes et réfléchies à nos nombreux problèmes qui feront en sorte qu'un discours sera bon et qu'il ne nous décevra pas.

Je dois avouer que le discours du Trône auquel nous avons assisté ne contenait aucune idée nouvelle ou originale, malgré les efforts déployés par le ministre qui m'a précédé pour l'enjoliver. Aucune solution réfléchie n'a en effet été proposée aux centaines de milliers de Canadiens qui doivent subir les conséquences néfastes des politiques qui ont été adoptées par le gouvernement, qui sont actuellement en vigueur et qui continueront à l'être comme on l'a signalé dans le discours du Trône.

Ce discours n'était pas seulement non inspirant, il était plein d'idées mielleuses qu'on a ressassées afin de chercher à nous convaincre de faire l'unité de notre pays. Ce discours est un désastre. Il est vraiment honteux qu'il ait été présenté aux Canadiens comme un espoir pour l'économie canadienne et pour les Canadiens. Lorsqu'on examine la conjoncture économique actuelle, on se rend bien compte qu'énormément de gens traversent une période triste et difficile.

• (1150)

J'ai ici devant moi un rapport qui, publié par Statistique Canada la semaine dernière, soit le 10 mai 1991, révèle que 418 000 emplois à temps plein ont été perdus dans notre pays au cours de la dernière année. Et le gouvernement parle courageusement de créer 2,5 millions d'emplois d'ici l'an 2000. Il ne reconnaît pas du tout qu'il a dévasté notre pays malgré des statistiques comme celle que je viens de vous donner. Un pays ne peut se remettre de ce genre de dévastation. On ne peut faire disparaître autant d'emplois à temps plein et s'attendre à ce que la population continue à avoir confiance en son gouvernement et en son système politique.

C'est pour cette raison que vous vous rendez compte, lorsque vous traversez le pays comme je l'ai fait, que les gens sont si cyniques et désespérés lorsqu'ils parlent de leur gouvernement et de leur système politique.

L'Adresse

Cette situation n'est pas attribuable à une soudaine méfiance à l'égard des politiciens en général, comme le gouvernement voudrait nous en convaincre. C'est plutôt le gouvernement même qui a perdu la confiance de tous les Canadiens, et ce, dans de nombreux secteurs d'activité, que ce soit l'environnement, où le fameux Plan vert a dû subir des compressions dans le cadre du dernier budget, ou encore les services sociaux, si essentiels pour un grand nombre de Canadiens au beau milieu d'une récession. Le gouvernement a perdu la confiance de la population parce qu'il a refusé de payer la portion des dépenses du Régime d'assistance publique du Canada qu'il avait accepté de payer à la Colombie-Britannique, à l'Alberta et à l'Ontario.

Et voilà que ce gouvernement a l'audace de dire à un gouvernement comme celui de l'Ontario, qui croit toujours aux promesses faites d'assurer la santé de la population, qu'il fait une chose terrible en augmentant ses dépenses. Eh bien, si le gouvernement de l'Ontario dépense plus, c'est parce que les ministériels, ceux même qui nous demandent maintenant d'adopter une attitude impartiale, ont détruit la confiance que les Canadiens plaçaient en leur gouvernement fédéral. Les conservateurs n'ont pas seulement rompu les promesses qu'ils avaient faites avant les élections, ils ont renié des ententes signées avec les provinces canadiennes et sur lesquelles les Canadiens comptaient. Ce sont les Canadiens qui souffrent.

Je dis «souffrir» pour ne pas exagérer, mais ce terme traduit très bien ce que nous avons entendu dans des collectivités de tout le Canada. Notre groupe sur la reprise économique a parcouru tout le Canada et a entendu des représentants des démunis, de groupes s'occupant de développement communautaire et de départements municipaux de services sociaux raconter comment les modifications que le gouvernement a apportées au Régime d'assurance-chômage ont acculé des gens à faire appel à l'aide sociale et ont contraint les municipalités à payer cette aide, ce qui a sérieusement miné leur assiette fiscale et a porté atteinte à la dignité des gens qui ont été forcés, souvent pour la première fois de leur vie, de demander des prestations d'aide sociale.

Nous pouvons parler des faillites. Les derniers chiffres rendus publics, ceux de mars de cette année, montrent que le gouvernement ne nous a pas fait connaître une croissance record, mais a plutôt provoqué le nombre record de 6 258 faillites de petites entreprises et de particuliers en mars de cette année. C'est une hausse de